

Déclaration liminaire CGT-INRA

Ce comité technique INRA est le dernier qui devrait se tenir avant les élections présidentielles. Au moment où les différents candidats avancent leurs programmes électoraux en matière de recherche, la CGT-INRA entend donc y affirmer la nécessité d'en finir au plus vite avec la politique de déstructuration de la recherche mise en œuvre depuis des années, et qui a culminé en 2012 avec le budget de régression imposé à tous les organismes et à tous leurs personnels. La direction générale de l'INRA va évidemment nous rétorquer que ces décisions politiques gouvernementales ne sont pas de son ressort, il n'en demeure pas moins qu'elle veille à les appliquer, voire, pour certaines d'entre elles, à les anticiper.

L'ordre du jour de ce Comité Technique confirme que la direction générale s'inscrit pleinement dans cette politique de régression.

- Comment juger autrement l'amplification préconisée de la néfaste RGPP, pudiquement camouflée sous l'appellation de 'plan d'action 2012 pour l'optimisation des fonctions support' ?
- De même, comment ne pas pointer l'obstination de la direction à mettre en place l'opération 'Saclay' qui remet en cause la définition des recherches par les organismes eux-mêmes, et détourne des postes statutaires, déjà peu nombreux, vers l'Université Paris-Saclay. Les personnels de Versailles-Grignon et ceux de Jouy, en passant par ceux du centre-siège sont légitimement inquiets quant à leur devenir : les 370 signatures sur la pétition intersyndicale reprenant la motion du dernier CT contre le transfert sur Saclay, en apportent la preuve la plus flagrante.

La poursuite, coûte que coûte, du détournement des moyens de fonctionnement et en personnel - 1/3 à terme, rappelons-le- vers les méta-programmes au détriment de la masse des unités qui voient leur dotation d'état 2012 drastiquement réduite, en est une autre preuve.

Et pour faire bonne mesure, la frénésie récente de signatures de conventions avec le privé, quatre en une semaine, illustre notre propos.

Oui, le développement de la recherche publique au service de toute la population nécessite de rompre véritablement avec cette politique, au plan national comme dans sa déclinaison à l'INRA. De Pacte 'pour' la Recherche à LRU et PRES, en passant par ANR, AERES, RTRA, et AGREENIUM, le gouvernement a en six ans fabriqué, par un empilement de structures nuisibles, un monstre de la recherche et de l'enseignement supérieur, un monde invivable.

Ces instances qui organisent une compétition permanente, et génèrent de la précarité à tours de bras, sont des structures néfastes, car la recherche n'est pas une compétition ! Néfastes aussi, toutes les structures parasites récemment inventées sous couvert d'«excellence» et que certains, dans les antichambres des futurs pouvoirs, travaillent à sauver parce qu'ils s'y sont déjà taillé des fromages.

Le Grand Emprunt censé produire la pluie de milliards, dont le gouvernement a bercé la communauté scientifique avec la mise en place des structures en -EX n'ose aujourd'hui plus dire son nom.

Quels « engagements » le gouvernement a-t-il réellement pris ? Pas grand-chose de plus que la distribution de quelques labels. Ces EX auront certes coûté beaucoup de temps en montage de dossiers, mais la manne restera en tout état de cause bien inférieure à ce qui était escompté et n'arrosera que quelques privilégiés...

D'ailleurs, dans la hâte des fins de mandat, les IDEX s'illustrent par une escalade dans le déni de démocratie qui révèle leur nature profonde : des combinats politiques au service d'intérêts privés, dont Saclay est le plus beau fleuron.

Ce serait une profonde erreur de croire qu'on pourrait faire survivre toutes ces structures qui étouffent aujourd'hui le monde de la recherche et de l'enseignement supérieur, en épousant des comportements plus vertueux. Ces structures ne se « réforment » pas.

Pour reconstruire des structures saines, induisant des comportements vertueux, **nous devons nous débarrasser de toutes ces édifices ô combien édifiants – LRU, ANR, AERES et tous les EX –, et aussi de leur corollaire la RGPP ! Alors seulement pourrons-nous envisager plus sereinement l'avenir de la recherche publique !**